

Lettre à l' *Arbeiter Zeitung* sur la révolte paysanne

Christian Rakovsky

Source : «*Arbeiter Zeitung*», n° 41, 11 février 1908, p. 3. Traduction et notes MIA.

Cher camarade rédacteur,

Lors de la séance du 7 de ce mois, M. Szemere¹ a déclaré devant la Délégation hongroise² que « *l'insurrection paysanne socialiste* » en Roumanie avait été « *internationalement organisée* ».

Le soussigné, en sa qualité de Secrétaire aux relations extérieures de l'Union socialiste de Roumanie et de membre du Bureau socialiste international à Bruxelles, se fait un devoir de publier la déclaration rectificative catégorique que voici :

1) La révolte paysanne du printemps dernier, pas plus que toutes les révoltes analogues qui éclatent périodiquement en Roumanie avec une sorte de fatalité naturelle, ne présentait le moindre caractère socialiste. Elle fut purement et simplement l'explosion spontanée d'un peuple livré depuis des siècles à l'exploitation, et elle ressemble à tous égards aux guerres de paysans en Allemagne et à la Jacquerie en France.

2) Les socialistes roumains n'ont pris aucune part, directe ou indirecte, à la préparation ou à la direction de ce mouvement, et cela pour deux raisons. D'une part, notre mouvement socialiste, malgré les progrès remarquables dont il peut se prévaloir, est encore beaucoup trop jeune et trop exclusivement confiné aux villes pour entretenir la moindre relation avec les campagnes. Nous n'aurions donc pas été capables, même si nous l'avions souhaité, de diriger le mouvement paysan dans des voies conformes aux principes socialistes. D'autre part, nous prévoyions le bain de sang qu'allait provoquer le gouvernement, et nous estimions de notre devoir, pour autant que notre pouvoir s'étendît, de calmer la paysannerie. C'est également pour cette raison qu'au début du soulèvement, alors qu'il était encore limité à la Moldavie, nous avons publié un manifeste où l'on pouvait lire notamment ceci :

« Les révoltes ne servent qu'aux boyards ; après elles, les paysans seront plus faibles et plus désespérés encore. Aussi nous adressons-nous à eux les premiers pour leur dire : Paysans ! Ce n'est pas par des insurrections que vous trouverez votre salut, ce n'est pas par des menaces et des dévastations que vous obtiendrez un résultat utile et durable, mais bien en vous efforçant de briser la puissance politique de vos oppresseurs, les boyards, les propriétaires fonciers et les fermiers. »

Il est exact que nous autres socialistes avons été arrêtés par centaines et expulsés, bien que citoyens roumains ; mais on nous eût sans nul doute traduits en justice si l'on avait possédé la moindre preuve

1 Szemere Huba (1865–1925), homme politique et propriétaire terrien hongrois, député du Parlement hongrois de 1901 à 1910.

2 Assemblée parlementaire hongroise siégeant à Budapest dans le cadre des institutions de la double monarchie austro-hongroise.

de notre participation aux révoltes. Or, tel n'a pas été le cas. Le gouvernement a profité du soulèvement paysan comme d'un prétexte pour écraser le mouvement socialiste, ce qui, soit dit en passant, ne lui a pas réussi le moins du monde.

Mais cette attitude du gouvernement actuel revêt encore un sens politique plus profond. Car il est notoire, dans toute la Roumanie, que les libéraux, qui sont aujourd'hui au pouvoir, alors qu'ils se trouvaient à l'époque dans l'opposition, ont encouragé le mouvement paysan en Moldavie par des interpellations au Parlement, par une campagne de provocation orale et écrite, et ce tant que ce mouvement conserva le caractère d'une révolte des paysans chrétiens contre les fermiers juifs. Parmi les faits mémorables de cette campagne démagogique des libéraux roumains, il convient de souligner ce fameux article du ministre actuel de l'Instruction publique, M. Haret, paru le 7 mars, c'est-à-dire au plus fort de la révolte, dans le journal officiel des libéraux, la « *Voinea Națională* », et qui fut immédiatement diffusé dans tout le pays sous forme de brochure. En réponse à la déclaration du ministre Cantacuzène, selon laquelle tous les droits acquis des fermiers, qu'ils fussent Roumains ou Juifs, devaient être respectés, le démagogue Haret écrivit :

« Il n'est qu'un droit auquel M. le ministre-président ne songe point : le droit du Roumain de vivre dans son pays, le droit de n'être point dépouillé, d'être protégé contre la vénalité d'une administration corrompue, d'être soutenu dans la reconquête du sol paternel, arraché des mains sales d'une bande de voleurs ; et si le gouvernement ne comprend pas cela et ne voit dans ce combat trois fois sacré qu'une affaire de juges et d'avocats, alors il doit s'en aller. Qu'on se le tienne pour dit : toute chose a ses limites, et s'il fut permis que le sang colorât les rues de la capitale en l'année du jubilé [allusion aux manifestations étudiantes de 1906], les pierres mêmes se soulèveraient pour nous lapider si nous tolérions qu'un autre sang vînt payer les droits acquis de Moïse Fischer [le plus grand fermier juif de Moldavie]. »

Le 7 mars, ainsi qu'il a été dit, ces lignes étaient écrites par les libéraux. Le 11 mars, les libéraux détenaient le pouvoir. Du 12 au 17 mars, par conséquent durant la première semaine de ce gouvernement, onze mille paysans furent massacrés sur leurs ordres. Que s'était-il passé ? Le « *combat trois fois sacré* » des paysans suivait sa logique interne : après avoir réglé son compte aux fermiers juifs, il se retourna contre les propriétaires fonciers et les fermiers roumains.

De tout cela, il ressort avec clarté qui est l'organisateur des révoltes.

Quant aux autres allégations de M. Szemere, l'« *Arbeiter-Zeitung* » y a déjà répondu. Il convient seulement d'ajouter une dernière observation : s'il est deux oligarchies faites pour s'entendre, ce sont assurément l'oligarchie roumaine et l'oligarchie hongroise.

Dr Christian Rakovsky.